

Activités de Rio Tinto en Guinée : informations relatives au projet (07/2009)

Le projet Rio Tinto Simandou est un projet de classe mondiale d'exploration et de mise en valeur des gisements de fer située dans le sud-est du pays, dans les préfectures de Beyla, Kérouané et Macenta. Le projet a complété les études de faisabilité initiales et continue les travaux essentiels d'exploration, de planification minière et d'étude.

Il est mis en œuvre par Simfer SA, une filiale détenue à 95% par Rio Tinto et à 5% par la SFI (Société Financière Internationale, Institution du Groupe Banque Mondiale). Rio Tinto est l'une des plus grandes sociétés minières au monde et apporte une expertise technique et un engagement résolu pour le développement durable, en s'appuyant sur l'expertise de plus de 100 000 employés opérant dans plus de 50 pays à travers le monde.

Quelques chiffres sur le projet Simandou

Rio Tinto a déjà investi plus de 500 millions de dollars dans les travaux d'exploration et d'évaluation nécessaires au développement d'une mine de classe mondiale à Simandou.

En 2009, le projet Simandou de Rio Tinto a employé plus de 1000 personnes en Guinée (dont 550 emplois directs et plusieurs centaines de sous-traitants). Plus de 90 % du personnel est guinéen et Rio Tinto a fait intervenir de nombreux sous-traitants et consultants guinéens.

Grâce à l'engagement de Rio Tinto envers les emplois et les achats locaux partout où cela est possible, la compagnie a déjà versé plusieurs millions de dollars (milliards de GNF) en salaires, taxes et achats locaux, grâce à son engagement pour l'utilisation, autant que possible, d'une main d'œuvre et de fournisseurs guinéens. Le plan actuel (minier, ferroviaire et portuaire) va créer des dizaines de milliers d'emplois pendant la phase de construction et prévoit d'employer plus de 4 500 personnes à plein-temps pendant la phase opérationnelle.

Les activités d'exploration

Nos efforts d'exploration et de développement se concentrent sur la Concession Minière de Simandou. En 2009, Rio Tinto continue les travaux de forage, d'exploration et d'études nécessaires à l'avancée du projet.

En 2008, Rio Tinto a :

- Investi 20 millions de dollars (GNF 90 milliards) par mois en moyenne dans le forage et le soutien des travaux d'explorations.
- Effectué 218 000 mètres de forages (à ce jour) sur plus de 1200 sites dans la totalité de la Concession
- Doublé ses capacités de forage entre 2007 et 2008 en utilisant 16 foreuses
- Soumis un Rapport de Faisabilité extensif comprenant les résultats des études techniques, environnementales et sociales (décembre 2008)

L'échelle du projet Simandou

Sur la base des études économiques conduites à ce jour, un investissement de capital supérieur à 6 milliards de dollars sera nécessaire pour commencer la construction des infrastructures minières, ferroviaires et portuaires du projet Simandou.

Avec une production annuelle de plus de 70 millions de tonnes, les mines de Simandou exploitées par Rio Tinto pourraient rapporter à la Guinée des millions de dollars par an en taxes et royalties, ainsi que des millions de dollars par an à travers un fond de développement régional. Cela s'élève à des milliards de dollars sur la durée de vie de la mine, laquelle devrait rester en exploitation pendant plusieurs décennies. A elles seules, les royalties représenteront plusieurs fois ce que l'Etat guinéen reçoit actuellement de toutes les sociétés minières de Guinée. Ces taxes et royalties augmenteront proportionnellement à l'accroissement de la production.

Des investissements considérables dans le développement durable

Conformément aux engagements de Rio Tinto en matière de développement durable, l'entreprise a investis à ce jour plus de 40 millions de dollars (GNF 182 milliards) en projets et études qui contribuent au développement durable de la Guinée. Voici quelques exemples :

- Infrastructure Publique: Rio Tinto a investi plus de 5,5 millions de dollars pour la construction et l'entretien de routes publiques autour de Simandou, plus de 7 millions de dollars pour construire un aéroport à proximité de Beyla et le don de plus de 2 millions de dollars en gros engins neufs d'utilité publique à la ville de Conakry.
- Développement communautaire local : plusieurs écoles, centres de santé et centres pour la jeunesse, bâtiment de radio communautaire, formation et éducation médicale ainsi que des bourses scolaires et des programmes d'éducation pour les adultes à Beyla, Kerouane et Conakry.
- Protection de l'environnement : projets de financement avec le Centre Forestier de N'Zérékoré, études extensives sur la biodiversité avec l'organisation Conservation International et KEW Gardens, des projets de développement agricole et des infrastructures relatives à l'eau.
- Pour la bonne gouvernance : signataire de l'Initiative de Transparence dans les Industries Extractives, Rio Tinto a facilité la création du Comité de Transport et du Comité National de Suivi Environnemental et Social (CNSSES) à travers lesquels nous avons financé des études visant à la fois à réhabiliter et à élargir le service de chemin de fer en Guinée, ainsi que des programmes de formation, tels que ISO 14001 sur les Système de Gestions environnementales pour les cadres Guinéens.

Un engagement à long terme envers le développement durable

Rio Tinto s'engage à soutenir le développement durable en Guinée. Ceci inclut le financement d'initiatives qui aient des avantages sur le plan local et national, notamment à travers :

- Un partenariat avec la SFI dans un projet de formation : Rio Tinto a investi dans un programme à grande échelle nommé Linkages, qui a pour but d'améliorer la capacité des entreprises locales à gagner des contrats pour fournir des produits et services aux sociétés minière.
- Etudes et projets d'électrification : Nous avons déjà commencé à évaluer la faisabilité de la mise en place d'une centrale pour la ville de Beyla et le camp du projet Simandou
- L'allocation de plus de 500 000 dollars (GNF 2,25 milliards) en investissements communautaires prévus pour les six prochains mois, qui contribueront substantiellement au développement socio-économique des localités autour de notre sphère d'intervention directe, ainsi qu'à l'amélioration de la préservation de l'environnement.

La Concession Minière de Rio Tinto

Des actions ont été entreprises par le gouvernement guinéen pour enlever la moitié de la surface de notre concession minière pour l'allouer à une autre société. Rio Tinto continue les discussions de bonne foi avec le gouvernement et cherche la restitution de la Concession qui avait été allouée à notre société en 2006, dans le cadre de la Convention Minière entre Rio Tinto et la Guinée signée en 2002, puis ratifiée par l'Assemblée nationale et signée comme une loi par le président en 2003.

Rio Tinto est présente en Guinée depuis 1997, lorsque le Ministre des Mines et de la Géologie a invité la société afin de réaliser des travaux d'exploration préliminaires à Simandou. Après 3 années de recherche, qui ont permis l'identification de gites de minéralisations à l'intérieur du périmètre initial de 1488km², Rio Tinto a rétrocédé 50% de ses surfaces en 2000 quand elle a

renouvelé ses permis de recherche. Ceci a été fait conformément à la loi guinéenne, qui demande à ce que la surface de permis détenue par la société englobe au mieux possible tous les gîtes identifiés par la société lors de ses travaux d'exploration. A la suite de la rétrocession, le Gouvernement Guinéen a cristallisé le permis d'exploration et d'exploitation à 738km² à travers la Convention de 2002 et la Concession de 2006. Ces accords ont établis des étapes et calendriers pour le développement du projet que Rio Tinto a suivis et même surpassés.

Se fondant sur le droit guinéen et sur les accords juridiques conclus avec le Gouvernement, Rio Tinto a investi des centaines de millions de dollars dans les travaux d'exploration et d'évaluation nécessaires à la mise en valeur sur le long terme d'une mine à Simandou, dont on prévoit qu'elle générera plusieurs milliards de dollars en revenus pour l'état guinéen.

Étant donné l'importance du coût des infrastructures minières, ferroviaires et portuaires, la restitution de la concession est nécessaire pour préserver la viabilité économique du projet Simandou pour Rio Tinto et pour la Guinée.

Chronologie du projet

- **1996** – Premières visites de reconnaissance en Guinée menées par Rio Tinto Exploration sur invitation du Ministre des Mines, M. Fassiné Fofana.
- **29 février 1997** – Rio Tinto obtient quatre Permis de Recherches pour le minerai de fer sur la chaîne de Simandou, couvrant une zone de 1488 km². Pour la période initiale d'exploration de 3 ans, un budget initial de 5,3 millions de dollars (GNF 24 milliards) avait été défini en accord avec l'Etat mais les dépenses effectives auditées pour cette période se sont élevées à plus de 8,6 millions de dollars (GNF 39 milliards) soit supérieures de 60 % aux prévisions.
- **30 mai 2000** – Les Permis de Recherches de Simandou ont été renouvelés conformément au Code Minier avec une réduction de 50 % de la surface qui est ainsi passée à 738 km².
- **21 mai 2002** – Les termes de la Convention Minière (Convention de Base) sont finalisés, mais la signature est repoussée.
- **29 mai 2002** – Le Ministre des Mines, M. Ibrahima Soumah, fixe la zone qui sera régie par la Convention de Base en attente de la signature finale par l'Etat.
- **26 novembre 2002** – La Convention de Base est signée par l'Etat et Simfer S.A. Elle inclut le régime fiscal et établis un calendrier pour le développement du projet.
- **3 février 2003** – La Convention de Base est ratifiée par l'Assemblée Nationale et promulguée par le Président de la République de Guinée, Son Excellence Lansana Conté.
- **25 février 2003** – La Convention de Base entre en vigueur dans le cadre du droit guinéen et prévoit d'accorder une Concession Minière en moins de 90 jours.
- **30 mars 2006** – La Concession Minière est accordée par Décret présidentiel.
- **12 mai 2006** – Le Ministre des Mines, Dr. Ahmed Tidjane Souaré, accepte un planning révisé pour le projet (Rapport de faisabilité – fin 2008 / Début de la production – fin 2013) pour répercuter les retards d'octroi de la Concession et d'accord sur la voie de transport.
- **20 juillet 2007** – Accord du Ministre des Mines à poursuivre l'évaluation du chemin de fer du sud.

- **6 juin 2008** – Le Secrétaire Général de la Présidence, M. Sam Mamady Soumah, envoie une lettre à Rio Tinto comportant une série de « griefs » relatifs à la Concession Minière de Rio Tinto.
- **11 juin 2008** – Rio Tinto écrit à M. Sam Mamady Soumah une lettre détaillée répondant aux « griefs » soulevés par celui-ci.
- **1er août 2008** – Rio Tinto reçoit une correspondance visant à annuler sa Concession Minière. Rio Tinto demeure confiante sur le fait de s'être conformée aux lois guinéennes ainsi qu'à ses obligations.
- **20 août 2008** – Rio Tinto adresse officiellement au Président de la République de Guinée, M. Lansana Conté, un recours gracieux très argumenté ayant pour objet d'inciter le Président de la République à reconsidérer sa décision de retrait de sa concession minière à Rio Tinto.
- **Octobre – novembre 2008** – Rio Tinto envoie au Ministre des Mines l'ensemble des informations minières et géologiques recueillies par Rio Tinto.
- **9 décembre** – Rio Tinto reçoit une lettre du Ministre des Mines et de la Géologie agissant avec un plan de rétrocession de 50% du périmètre de la concession.
- **10 décembre**- La société BSGR, basé sur l'île de Guernesey, annonce (depuis les Iles Vierges Britanniques) qu'ils ont été accordé la partie nord de la Concession Minière de Rio Tinto.

Rio Tinto considère s'être conformée à l'ensemble des obligations lui incombant concernant la Concession, et qu'elle demeure en droit de détenir et conserver l'intégralité de la Concession, et continuera, sur cette base, à travailler de bonne foi avec l'État guinéen afin de trouver une solution à cette question.

L'avenir de Rio Tinto en Guinée

Rio Tinto est un partenaire prometteur pour la Guinée, avec l'un des meilleurs niveaux de sécurité des travailleurs dans le secteur minier. Partout où opère Rio Tinto, la santé et la sécurité de nos salariés et sous-traitants sont nos premières priorités. Nous souhaitons contribuer au développement durable, et pour ce faire nous travaillons en collaboration aussi étroite que possible avec les pays et communautés dans lesquels nous intervenons, dans le respect de leurs lois et coutumes. Nous réduisons le plus possible les effets indésirables de nos activités et nous nous efforçons d'améliorer chaque aspect de ce que nous faisons. Nous employons du personnel local à tous les niveaux et assurons un transfert juste et équitable des bénéfices et une amélioration des opportunités.

Rio Tinto a déjà prouvé sa capacité à développer des projets miniers de grande envergure : nous sommes en effet leader mondial en construction et gestion des opérations d'exploitation de minerai de fer. Nous sommes le deuxième exportateur mondial de minerai de fer et le premier en termes de portée mondiale. Peu de sociétés dans le monde à part Rio Tinto, ont démontré leur capacité à gérer des mines de fer exploitant plus de 70 millions de tonnes de minerai par an, ce qui est très important pour faciliter la vente du minerai de fer guinéen sur le marché international.